



Communiqué SUD INSEE

Menons tou·te·s ensemble la bataille contre le nucléaire et la répression policière !

Le Syndicat SUD INSEE dénonce fermement la répression globalisée menée contre les militant·e·s mobilisé·e·s face au projet de poubelle nucléaire CIGEO dans la Meuse.

Depuis les années 2000, la commune de Bure a été choisie par le lobby nucléaire et l'État français comme laboratoire pour l'enfouissement des déchets de l'industrie nucléaire.

Samedi 16 juin dernier, la manifestation festive, joyeuse et familiale ayant réuni 3 500 personnes à Bar-le-Duc (55), dont de nombreux·ses militant·e·s de Solidaires, s'est déroulée dans un contexte de déploiement policier imposant et agressif. Durant cette journée, plus d'une dizaine d'interpellations ont été menées, la plupart ayant débouché sur des gardes à vue. Au moins une d'entre elles a entraîné une comparution immédiate, avec à la clef une condamnation à 4 mois de prison avec sursis, une mise à l'épreuve de 2 ans, une interdiction de territoire en Meuse et Haute-Marne et 4 semaines de TIG pour violence, outrage et rébellion.

Mercredi 20 juin, une vague coordonnée de perquisitions a été réalisée sur différents lieux investis par les militant·e·s pour mener leur lutte, en particulier la Maison de Résistance à Bure. Le domicile parisien d'un avocat du mouvement a également fait l'objet d'une perquisition. Cette nouvelle opération policière s'est soldée par 10 interpellations prolongées, par 8 gardes à vue et de deux auditions libres.

La criminalisation du mouvement social pour imposer un projet d'enfouissement de déchets nucléaires inutile et dangereux ne peut rester sans réaction.

SUD INSEE rappelle que ce projet est :

- dangereux car il est irréversible et ne donne aucune garantie quant à la sécurité du processus de stockage des déchets nucléaires ;
- anti-écologique et ruineux car il pérennise la filière et le lobby nucléaires ;
- antidémocratique car l'enfouissement et le site de Bure ont été choisis avec une mascarade de débat public ;
- clientéliste car des dizaines de millions d'euros ont été versés aux collectivités territoriales pour acheter les consciences ;
- autoritaire et répressif car les habitant·e·s et les opposant·e·s au projet subissent contrôles, perquisitions, interpellations, interdictions de manifester, expulsions, gardes à vue, peines de prisons, ... dans une situation qui s'apparente à une occupation militaire.

SUD Insee condamne les opérations policières menées les 16 et 20 juin et soutient les opposant·e·s locaux·ales et notamment la Maison de la Résistance de Bure. Nous soutenons et appelons à renforcer et multiplier comités de soutien, ainsi qu'à participer à tous les rassemblements qui se dérouleront en France le 27 juin prochain. **Menons tou·te·s ensemble la bataille contre le nucléaire et la répression policière !**

Nancy, le 25 juin 2018